

Le Socialisme

Directeur : **JULES GUESDE**

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mo's, 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an 5 fr
ÉTRANGER : Six n°s, 3.50 — Un an, 7 fr.

SOMMAIRE

Au lendemain du 1^{er} Mai. — BRACKE.
Les mineurs et la C. G. T. — P.-M. ANDRÉ.
L'organisation de la société de demain. —
CH. RAPPOPORT.
La tentation radicale. — CH. BONNIER.
Petits profits capitalistes.
Au jour le jour. — PAUL GRADOS.
Les élections municipales. — CH. DUMAS.
Souvenirs : Nos Premier-Mai. (Suite). — JULES
GUESDE.
Les classes moyennes. — P.-M. A.
Les retraites par le monopole de l'assurance.
— VINCENT CARLIER.
Quelques résultats électoraux.
Action sociale à l'intérieur et à l'extérieur.
La presse socialiste.
Bibliographie : La haute Italie. — CH. D.
Feuilleton : PAGES D'HISTOIRE. — La Commune.
JULES GUESDE.

AU LENDEMAIN DU PREMIER MAI

On ne peut pas dire que le carquois de la presse bourgeoise soit très richement assorti. Les traits qu'elle lance au socialisme international, à propos du Premier Mai — avant, pendant et après — sont toujours les mêmes.

Comme les gouvernements ne peuvent pas annuellement avoir l'occasion de sauver la société en fusillant, en sabrant, en emprisonnant des travailleurs, il est convenu que le lendemain de la manifestation, on sourira d'un air satisfait en disant que le Premier Mai a perdu de son prestige.

Autant on a eu peur quelques semaines avant, autant on prend, durant les jours qui suivent, des poses fanfaronnes.

Les journaux à la solde du capitalisme ont aisément la mémoire courte. Ils oublient que la confiance leur est déjà revenue je ne sais combien de fois, pour laisser régulièrement place à la crainte onze mois et demi après.

La vérité est que, chaque année, le contingent de l'armée ouvrière qui se passe en revue à date fixe se montre plus considérable et surtout plus cohérent.

Le nombre des chômeurs, en France, n'a jamais été plus grand qu'en ce Premier Mai 1908, que l'on représente comme ayant à peine existé.

Non seulement la démonstration a

gagné des localités où elle ne s'était jamais faite auparavant mais, dans bien des centres industriels, le Premier Mai, sous sa forme de chômage, la plus précise, la plus naturelle, celle qu'ont recommandée tous les Congrès socialistes internationaux, a pris des proportions inusitées, sans qu'il y ait eu besoin pour cela de sacrifier des vies ouvrières.

Nous pouvons citer entre autres, comme un exemple, le bassin houiller du Pas-de-Calais, où pas un mineur n'est descendu dans une fosse vendredi dernier.

Autre signe important. L'habitude qu'avaient prise certaines nations de reporter toujours la célébration du Premier Mai au dimanche suivant, paraît définitivement abandonnée. C'est beaucoup puisque ce transfert faisait perdre à la démonstration deux de ses caractères principaux : celui de la simultanéité et celui du chômage concerté.

On discute parfois, avec plus ou moins d'âpreté, si le Premier Mai doit ou non être considéré comme « une fête ».

Pure querelle de mots. L'expression de « Fête du Travail », qui s'est imposée, comme spontanément, dès l'origine, n'implique nullement l'idée de festivités, de réjouissances sans autre but qu'elles mêmes.

Ce qui caractérise, pour le monde des exploités, la notion de la fête, c'est le chômage.

Et c'est bien une « fête chômée » que s'est donnée et que se donne la classe ouvrière de tous les pays en désertant les chantiers, usines et ateliers au jour internationalement fixé.

Fête chômée qui ne lui est pas, comme toutes les autres, « accordée » de l'extérieur, par une tradition qu'elle n'a pas créée, mais qu'elle fait surgir de sa seule volonté, l'imposant au monde capitaliste qui n'en veut point.

Quoi de plus logique d'ailleurs, quand le monde du travail manifeste pour la journée de huit heures, qu'il signifie, pour ainsi dire par le fait, à la classe vivant de lui, qu'avant de la supprimer, il entend limiter l'exploitation de sa chair en vue du profit patronal et capitaliste ?

Il peut se produire, au jour donné, bien des manifestations diverses à côté de celle-là. Mais le chômage reste et sera de plus en plus la forme de protestation et d'action appropriée au Premier Mai.

Elle sera d'autant plus efficace que l'organisation ouvrière — syndicale et politique — sera plus serrée et plus agissante.

Là est la signification révolutionnaire du Premier Mai. En la dénombant, il force à se préparer et à se recruter l'armée de la Révolution.

BRACKE

Les Mineurs et la C. G. T.

Le compte rendu, publié dans le dernier numéro de la *Voix du Peuple*, du Congrès de la Fédération des Ardoisiers, nous informe que celle-ci a admis dans son sein la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais autrement dit le « jeune syndicat » dissident du « vieux syndicat » des mineurs du Pas-de-Calais. « Un sectionnement dans la Fédération des Ardoisiers permettra, ajoute le compte rendu, tout en intensifiant la propagande dans la corporation des matières extractives de conserver l'autonomie nécessaire à chaque branche ».

Cette.... combinaison a reçu l'assentiment de tous les congressistes et celle du citoyen Pouget, délégué auprès d'eux par la C. G. T.

Malgré son apparence anodine, l'information ci-dessus mérite qu'on s'y arrête. Le fait qu'elle signale ne concerne pas seulement un arrangement intérieur entre organisations ouvrières — arrangement dans lequel nous n'aurions aucune qualité pour intervenir et que nous nous serions borné à indiquer à titre purement documentaire — : il ne s'agit rien moins qu'une façon.... détournée de laisser en dehors de la C. G. T. la quasi-unanimité des syndicats de mineurs de France, fédérés nationalement et internationalement, et d'admettre, par contre, les syndicats dissidents qui représentent une infime minorité dans la corporation des mineurs et qui ne sont fédérés ni nationalement, ni internationalement.

On comprendra que, soucieux de l'unité ouvrière complète, nous ne puissions nous abstenir d'appeler l'attention des militants sur un fait d'une telle gravité.

Qu'on nous permette donc de rappeler, par un historique succinct mais précis, et purement documentaire, les diverses étapes des négociations entamées en 1902 en vue de l'adhésion des syndicats des mineurs de notre pays à l'organisme central de tous les syndicats, la C. G. T.

À la suite de la grève générale des mineurs, qui eut lieu en 1902, un certain nombre de syndicats houillers se séparèrent de la Fédération nationale (pour des motifs qu'il serait superflu de mentionner) et tinrent, le 1^{er} mai 1903, un Congrès à Grand-Croix.

Ce Congrès comptait les représentants des forces syndicales suivantes : Fédération syndicale du Pas-de-Calais (« jeune syndicat ») ; syndicats de Montceau-les-Mines et de Brassac-les-Mines ; divers syndicats du bassin de la Loire : la Talaudière, la Ricamarie, Terrenoire, Grand-Croix, etc. La C. G. T. y était également représentée et son délégué préconisa chaleureusement la réconciliation des dissidents avec la Fédération nationale. Celle-ci devait tenir un Congrès à Carmaux le 20 du même mois : le Congrès de Grand-Croix décida d'y apporter des propositions en vue de l'entente.

En première ligne les dissidents demandaient que la Fédération nationale des mineurs adhère à la C. G. T. Cette Fédération avait, jusqu'alors, témoigné de quelque indifférence à ce sujet, tandis que la C. G. T. attachait la plus haute importance à se voir se rejoindre par la formidable puissance ouvrière des centres miniers. Le Congrès de Carmaux se prononça unanimement pour l'adhésion à la C. G. T.

Une seconde condition était formulée par les syndicats réunis à Grand-Croix : quiconque

serait investi d'un mandat politique ne pourrait faire partie du Comité fédéral, ni délégué au Congrès. Cette condition visait clairement les députés mineurs Basly et Lamendin. Elle était draconienne puisqu'elle limitait les choix que pouvaient faire les syndiqués; elle était injurieuse pour les congressistes de Carmaux parmi lesquels se trouvaient les élus visés; elle était dangereuse pour ses auteurs eux-mêmes car elle eut atteint des hommes le plus justement estimés dans la corporation, à commencer par Bouveri, député, et Merzet, conseiller municipal de Montceau. Elle fut cependant acceptée, unanimement encore, par les congressistes de Carmaux.

Mais — était-ce là ce que d'aucuns avaient espéré? — les syndicats du Pas-de-Calais se refusèrent énergiquement à se soumettre à une pareille condition. Les hommes qui, par un long passé de propagande et d'organisation syndicales, avaient mérité la confiance de la corporation, n'avaient pas démerité lorsque cette confiance se témoigna à leur égard sous la forme d'un mandat politique.

Ainsi, la constitution de l'unité des mineurs se trouva différée. Différée fut, pour les mêmes motifs, l'adhésion de la Fédération nationale des mineurs à la C. G. T.

Depuis, le temps a fait son œuvre d'apaisement. Presque tous les syndicats représentés à Grand-Croix — à l'exception de la Fédération syndicale du Pas-de-Calais, qui a beaucoup perdu des forces qu'elle avait à l'époque de sa formation — ont rejoint la Fédération nationale et celle-ci, ainsi renforcée, a renouvelé, à plusieurs reprises, sa demande d'adhésion à la C. G. T.

A chaque demande, le Comité confédéral a opposé un *non possumus* absolu. Il ne croit pas pouvoir admettre les mineurs tant qu'il existera parmi eux une seule trace des divisions anciennes. Cette trace existe: c'est le « jeune syndicat » du Pas-de-Calais et quelques autres de moindre importance, qui refusent d'adhérer à la Fédération nationale parce que celle-ci se refuse, de son côté, à exclure Basly, Lamendin et autres parlementaires. La minorité entend imposer des conditions à la majorité et, cette dernière se permettant de ne point les accepter, c'est elle qui est obligée, en vertu du règlement confédéral d'attendre — à la porte — que certaines rancunes personnelles aient bien voulu s'effacer devant l'intérêt supérieur de l'unité ouvrière.

Il y avait déjà là de quoi s'indigner. Pourtant, on attendait, dans l'espérance que le veto confédéral ne tarderait pas à être levé. La réponse faite récemment par la C. G. T. au Comité national des mineurs renouvelant sa demande d'adhésion, réponse par laquelle on s'en référait aux refus antérieurs, causa quelques déceptions. Nous savions, cependant, que les syndicats miniers dissidents n'étaient pas moins gênés que les autres, du fait de leur non-affiliation à la C. G. T., et on pouvait croire que cette gêne les inciterait à la conciliation.

Il n'en était rien! Les dissidents n'ont pas voulu entrer à la C. G. T. par la grande porte de leur Fédération nationale; ils y sont entrés par une porte de derrière, en adhérant à la Fédération des ardoisiers. C'est réglementaire, paraît-il. Il n'en demeure pas moins que, si la Fédération nationale des mineurs n'use pas, elle aussi, du même tour réglementaire, — ce qui serait absurde — on se trouve en présence d'une situation extraordinairement anormale:

— Les dissidents, infime minorité de la corporation des mineurs, sont confédérés;

— La Fédération nationale des mineurs, la plus forte des Fédérations de France, qui englobe les syndicats les plus anciens et les plus nombreux, qui compte près de cent mille hommes, n'est pas confédérée.

Est-ce qu'une pareille situation peut être acceptée?

Il nous suffira, je crois, d'avoir posé la question.

P.-M. ANDRÉ.

L'organisation de la Société de demain (1)

Notre ami L. Deslinières a écrit son *Code* dans l'intérêt du recrutement socialiste. C'est « le saut dans l'inconnu », disent nos adversaires, n'aimant pas à se mettre en frais de réflexions lorsqu'il s'agit de nous combattre: il n'y a pas un progrès politique, social ou autre, contre lequel on ne pourrait pas rééditer ce fameux argument du *saut dans l'inconnu*. Lorsque l'on agit, lorsque l'on vit, on ne fait que cela. La Société laïque, la République, même la monarchie par rapport aux formes politiques antérieures, n'étaient, au point de vue subjectif, que *des sauts dans l'inconnu*.

Je ne dis pas que Deslinières ait tort de chercher à détruire ce mauvais argument. Car ce sont les mauvais arguments qui portent, très souvent, le plus sur des foules qui réfléchissent peu et n'agissent que par sentiment ou par la sensation d'intérêts immédiats. Mais, il ne faut pas croire qu'en bâtissant selon des données hypothétiques la cité future, nous désarmions les adversaires et créons des facilités extraordinaires de recrutement socialiste. Lorsque le socialisme était, à l'état de secte ou même d'aspirations individuelles, c'est-à-dire isolé et impuissant, les plans de la société future foisonnaient. Tout socialiste qui se respectait avait dans sa poche — ou dans son tiroir — un modèle de la société future. C'était la période du « socialisme utopique ». Les grands utopistes, devant le génie critique desquels on est obligé de s'incliner, étaient des hommes éminemment pratiques. Ils voulaient voir, par le menu, comment les choses se passeraient dans la société socialiste. Et non seulement ils avaient leurs plans, mais ils cherchaient les moyens pratiques pour les réaliser devant leurs contemporains, qu'ils croyaient pouvoir éblouir par les splendeurs de leur société modèle, et démontrer, avant *par le fait*, la possibilité d'une société meilleure. Ils s'appelaient, ces grands architectes de l'avenir, Robert Owen, Charles Fourier, Cabet. On connaît les résultats de leurs tentatives généreuses: au lieu de servir le socialisme, ils en ont détourné pas mal de monde. On concluait de l'impossibilité de leurs expériences individuelles, condamnées d'avance, à celle du socialisme. Et un de nos plus redoutables adversaires, Bismarck, a offert *généreusement* à nos amis d'Outre-Rhin des moyens pour réaliser, sur je ne sais plus quelle île, « l'utopie socialiste ». Nos amis lui ont ri au nez et décliné l'offre. Tous les socialistes comprennent maintenant l'impossibilité des cellules socialistes dans un organisme capitaliste. C'est mettre quelques bonnes pommes dans un sac de pommes pourries. On ne construit pas une société comme l'on construit une gare ou un port, selon un plan préconçu.

Le point de vue des utopistes était celui de la toute-puissance de la propagande du raisonnement. Ils s'adressaient à la raison, au cœur des hommes, de tous les hommes. Et ils disaient: « La société actuelle est franchement mauvaise. La propriété capitaliste en est la cause. Refaites, la société selon notre modèle où la solidarité remplace l'égoïsme, la communauté l'individualisme destructeur et vous réaliserez le paradis sur terre. Vous avez à choisir entre l'enfer individualiste et le paradis communiste. Vous ne pouvez pas hésiter. La raison, la morale, le bon sens, le simple esprit de conservation vous commandent le changement de régime. »

Et Charles Fourier prêchait « le grand écart », c'est-à-dire l'indifférence politique, comme les utopistes de nos jours, les anarcho-syndicalistes. Comme Lagardelle, les utopistes détestaient et ne comprenaient pas la démocratie, ne voyant pas les germes de vie saine dans la société qu'il soumettaient à leur critique impitoyable et toujours originale, ce qui n'est pas le cas de nos néo-utopistes du syndicalisme anarchiste.

A ces constructions *a priori* de la société future, le socialisme scientifique a opposé l'analyse de la société capitaliste. Et il a prouvé que dans la société de misère et d'exploitation de l'homme par l'homme s'élaborent, se forme lentement, mais inévitablement des éléments *techniques et humains* de la société future: la grande

production mécanique et le prolétariat organisé en classe consciente de son rôle historique. Le bien sort du mal. Le capitalisme engendre le socialisme. Cette conception n'est aucunement *fataliste*. Car elle suppose l'action de tous les jours, de tous les instants. Mais ce n'est plus l'action dans le vide. Ce n'est pas l'exaltation égoïste et puérile en face de son « invention » individuelle, mais c'est la compréhension de *tous* les facteurs économiques, politiques, moraux et intellectuels, qui aboutissent, *par leur fonctionnement normal*, à une nouvelle forme d'organisation sociale, de vie sociale.

Le syndicalisme anarchiste qui est un *retour violent à l'utopie* n'a emprunté à cette grandiose conception de la formation de la société future dans les cadres de la société actuelle qu'un *seul élément* — l'organisation syndicale — qu'il dénature et fausse comme à plaisir. Il a fait d'une grande idée un *dada* pour de petits esprits.

Comme nous l'avons déjà dit, notre ami Deslinières, dans son ardent désir de servir notre cause, et mû par un sens *pratique* très développé — qui n'exclut pas, comme chez Charles Fourier, la chimère — méconnaît la portée de la méthode scientifique du socialisme marxiste qu'il ne faut pas confondre avec sa caricature: l'anarcho-syndicalisme.

Mais nous n'avons pas même besoin de remonter si loin dans l'histoire pour démontrer que les constructions de la société future ne sont pas la *condition sine qua non* de notre succès. Voici un fait relativement récent. Lorsqu'en 1893 nos adversaires ont mis « en demeure » nos amis socialistes du Reichstag de leur montrer comment les choses se passeraient dans la société socialiste, les Bebel, les Liebknecht, les Singer ont répondu par des sarcasmes, par des ironies et par une critique décisive de la société actuelle. Ils ont refusé de s'occuper de la « musique de l'avenir ». Après un débat de quelques jours, que les socialistes eux-mêmes ont pris soin d'éditer dans une brochure populaire, tous les partis bourgeois ont pompeusement proclamé « la faillite socialiste ». Or, à peine quelques années s'étaient-elles écoulées que les forces socialistes avaient (le 16 juin 1903) presque *doublé*. Les trois millions de suffrages socialistes sonnaient le glas de l'empire capitaliste. Voilà pour le recrutement.

Deslinières sait aussi bien que nous que l'on n'adhère pas à un parti parce qu'il a le *meilleur plan* de la société future, mais parce qu'une classe déterminée le reconnaît comme le *meilleur représentant* de ses intérêts, de *tous* ses intérêts, ceux du présent et ceux de l'avenir.

Pourtant, il y a quelque chose à prendre dans l'œuvre consciencieuse de Deslinières. Nous y reviendrons.

Ch. RAPPOPORT.

La Tentation Radicale

Les radicaux étaient bien gênés, à la veille des élections municipales, mais il y a des socialistes, même unifiés, qui étaient encore plus. C'est le Congrès de Nancy, ou plutôt ce sont les deux Congrès de Nancy qui leur restent dans la gorge, comme un pépin qu'ils ne peuvent avaler. Dans le Congrès Socialiste de Nancy, la majorité s'est prononcée pour un hervéisme mitigé et pour le syndicalisme de la Confédération générale du Travail; dans le Congrès radical de Nancy, on n'a pas eu assez d'anathèmes pour les sans patrie et les syndicalistes.

Aujourd'hui, devant l'ennemi commun qui est, non pas la réaction, mais Clémenceau, cet empêchement de « bloquer » en rond, on voudrait bien, d'un côté ne pas avoir versé dans l'anarchie, de l'autre, n'avoir pas repoussé les alliés d'autrefois. Aussi, Camille Pelletan, navré de son rêve écroulé, félicite « le Parti unifié, tout en gardant son individualité, d'avoir fait preuve de discipline démocratique ».

Il faut espérer que le Parti unifié n'a rien fait pour mériter ces éloges intéressés; ceux qui ont parlé dans ce sens n'avaient, en tous cas, aucun mandat pour le faire.

La grande maladie du Parti Socialiste français, c'est qu'il tombe incessamment de la fièvre de l'anarchisme dans le chaud-mal du

(1) *Projet de Code Socialiste* par LUCIEN DESLINIÈRES — Paris Giard et Brière.

Au Jour le Jour



radicalisme; jamais il ne peut concevoir sa propre politique de classe, jamais il ne peut comprendre qu'il est « à part » et qu'il n'a pas à faire la besogne des autres. Combien de fois le spectre de la réaction ne l'a-t-il pas fait tomber dans les bras de ses exploités-nés, les radicaux ?

Aujourd'hui, il n'y a qu'une barrière entre lui et la reconstitution du bloc; qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas de la décision d'Amsterdam qu'il s'agit: il y a longtemps que beaucoup d'unifiés ont sauté à pieds joints par-dessus cet obstacle. Quelques-uns, pour avoir le plaisir de se croire plus à gauche que les socialistes allemands, ont flirté avec les Hervéistes et les anarchistes; mais le regret des « sept vaches grasses d'Égypte » a toujours été au fond de leur pensée. La période du ministère Combes, que Camille Pelletan célèbre dans un article récent, est toujours, pour les collaborateurs d'autrefois, celle où ils ont vu le mirage du pouvoir.

La vraie barrière contre le bloc, c'est Clémenceau et on pourrait lui souhaiter comme ministre une longue vie, car il dépouille méthodiquement le radicalisme de tout ce qu'il a pu avoir de séduisant pour les égarés du socialisme. Il l'a montré à nu avec ses appétits de pouvoir, sa rudesse et surtout son piétinement sur tous ses programmes. Quel terrible démonstrateur cela fait que cet ex-ami de Blanqui. Comme il se plaît à donner un démenti non seulement à tous ses discours d'autrefois, mais à ses livres! Et des socialistes voudraient l'interrompre dans cette belle besogne; ils voudraient voir revenir ce ministère Combes qui n'a pas plus fait que son successeur, mais qui a, par contre, paralysé l'action socialiste ?

Est-ce que la banqueroute du radicalisme n'est pas plus visible avec Clémenceau; est-ce qu'on ne le voit pas pactiser avec tous « ces Messieurs du Parti progressiste », chaque fois qu'il s'agit d'écraser une liberté syndicale ou politique ?

En réalité, le mieux — si c'était possible — serait de ne pas intervenir entre les deux partis radicaux et les laisser s'entre-dévoiler. Ils ont juste assez de force pour cela. Quand le Parti radical sera aussi amoindri et diminué qu'il l'a été après Panama, alors les socialistes n'auront plus devant eux que la dernière réserve de la réaction capitaliste, et les radicaux — comme ils le firent alors — n'auront plus, s'ils veulent lutter, qu'à se mettre dans les rangs socialistes.

Cette évolution politique est presque complètement terminée; il ne faut simplement que faire crédit d'une année ou deux à Clémenceau et il va si vite en besogne, qu'il aura bientôt complètement détruit son parti. Jusque-là, les socialistes n'ont qu'à continuer leur propagande dans le pays, garder leur poudre sèche et attendre.

Ch. BONNIER.

PETITS PROFITS CAPITALISTES

LES USINES DE LA VIEILLE-MONTAGNE, mines et fonderies de zinc, ont réalisé un bénéfice net de 7.299.360 francs en 1907 et distribuent 35 francs par dixième d'action.

Note officielle de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE :

Le bilan de la Société Générale au 31 mars 1908 vient d'être publié. Sa comparaison avec l'état de situation du mois précédent fait ressortir au total des opérations sociales un nouvel et important accroissement de plus de 36 millions.

A l'actif l'encaisse s'est accru de 11 millions, le portefeuille de 35 millions, les coupons à encaisser de 5 millions et les comptes courants débiteurs de 4 millions. Par contre les reports ont diminué de 2 millions et les avances sur garanties de 11 millions.

Au passif, les comptes de chèques ont augmenté de 3 1/2 millions.

Les comptes courants créditeurs ont progressé de 45 1/2 millions.

Les effets à payer ont par contre diminué de 12 millions.

Les bénéfices du mois de mars frais généraux déduits, se sont élevés à 877.664 francs 85, ce qui porte les profits du premier trimestre de l'année en cours à 2.628.264 fr. 08 contre 2.630.384 fr. 58 pour la période correspondante de 1907.

Libéralisme

Le conseil de l'ordre des avocats de Berlin a refusé d'exclure Karl Liebknecht, condamné comme on le sait à un an de forteresse pour sa propagande antimilitariste.

Le barreau parisien fut moins respectueux de la liberté d'opinion à l'égard de Gustave Hervé.

Sous le règne des Briand et des Clémenceau, la « démocratie » serait-elle tombée si bas, se serait-elle imprégnée d'un esprit tellement intolérant et réactionnaire, que l'Allemagne impériale soit en mesure aujourd'hui de lui donner des leçons de civisme ?

Allez à l'Ecole

Elle est plutôt divertissante, cette méprise du kaiser, qui, faisant reconstruire l'ancien château féodal de Hoh-Königsburg, apprend un beau matin qu'on s'est complètement fourré le doigt dans l'œil pour la disposition architecturale !

Mais le Kaiser a de nombreux émules. Des historiens pourvus d'un grand talent littéraire commettent fréquemment des erreurs analogues, faute d'avoir étudié le matérialisme économique, qui seul est en état de fournir l'explication rationnelle des grands mouvements historiques, des économistes réputés éminents, des hommes politiques qui passent pour très clairvoyants ont également une conception erronée des faits sociaux — et pour la même raison.

La Vache à lait

Revenant sur l'affaire des viandes malsaines vendues à la troupe, le Temps rappelle qu'il y a seize ans, l'administration militaire fut déjà saisie de faits analogues — toujours dans la région de l'Est.

A cette époque, dit-il, on créa des boucheries militaires, on fit venir de la République Argentine des viandes de bonne qualité conservées dans des appareils frigorifiques... Aussitôt les empoisonneurs s'indignèrent patriotiquement contre cette préférence donnée aux produits étrangers et contre cette atteinte portée au commerce local : ils firent pression à la fois sur les éleveurs pour empêcher ceux-ci de fournir les boucheries militaires, et sur les élus parlementaires afin d'empêcher l'importation des viandes américaines.

La « Défense nationale » a des exigences, paraît-il. A quoi bon des armées permanentes, en effet, si ça ne sert pas tout au moins à faire vendre et consommer les rebuts des boucheries ?

Mot d'ordre

L'Alliance républicaine démocratique — dont nous nous sommes occupés déjà quelque peu — enjoint à ses candidats de ne faire « ni alliance, ni entente, ni coalition, pas plus au second tour qu'au premier » avec les cléricaux, les progressistes ou les « socialistes unifiés ».

C'est net, clair et précis.

Et nulle part la presse blocarde ou radicalisante ne s'avise de crier que ces gens-là « font le jeu de la réaction ». C'est à nous seulement qu'on le reprochera.

Mais n'épiloguons point. Constatons et passons.

Leurs petits trucs

Ils vont bien, les « fils de la Révolution » !

Dans la commune de Gisors (Eure), ces bons radicaux s'arrangent avec les patrons pour faire renvoyer les ouvriers appartenant au groupe du Parti — non sans leur laisser entendre que c'est « un peu » pour ce motif là qu'on les congédie. Ils s'en vont ensuite trouver nos camarades, les plaignent de tout leur cœur, et leur offrent ensuite un emploi plus avantageux, à la condition qu'ils démissionneront du groupe socialiste !

Comme jésuitisme, c'est assez réussi — surtout de la part des mangeurs de curés.

Emulation

L'Allemagne dépensera cette année 1 milliard 341 millions de marks pour l'entretien de ses forces militaires, soit 400 millions de plus que notre pays.

Ses dépenses navales atteindront 425 millions, c'est-à-dire 100 millions de plus qu'en France.

Autant nous pouvons envier à nos voisins d'outre-Vosges la supériorité de leur budget d'assurance ouvrière, autant nous sommes loin d'épouser aucun sentiment d'émulation pour les dépenses dont nous donnons ci-dessus les chiffres.

Leur « Victoire »

Après chaque élection, le Temps a l'habitude d'annoncer l'écrasement du collectivisme révolutionnaire — telles ces boîtes automatiques qui distribuent une tablette de nougat chaque fois qu'on y met deux sous.

Malheureusement, il oublie d'ajouter que presque partout, cette année, il a fallu coaliser tous les partis bourgeois pour obtenir ce prétendu résultat.

C'est bon signe, selon nous. Cela fait voir qu'aujourd'hui la bourgeoisie n'a pas trop de toutes ses forces réunies pour lutter contre nous, sans parler de la trahison des « indépendants », qui vient à point nommé nous frapper dans le dos.

Un ennemi contre lequel on a besoin d'une aussi formidable mobilisation et d'une aussi puissante concentration, n'apparaît pas précisément comme une quantité négligeable.

El maintenant, pour bien montrer à quel point nous sommes « écrasés », je me borne à citer le fait suivant :

Dans une circonscription de Paris que l'on peut considérer comme la citadelle des socialistes marrons — celle qui a l'insigne honneur de posséder M. le Ministre du Travail et M. le président du Conseil municipal sortant, — nous avons obtenu 601 suffrages aux élections législatives de 1906. Cette année, dans les deux mêmes quartiers, nos candidats réunissent 1132 voix : nous avons presque doublé le chiffre d'il y a deux ans !

Les bulletins de victoires du Temps rappellent furieusement ceux de l'inénarrable Kouropatkine pendant la guerre russo-japonaise.

Gare à vos poches !

Ça ne vas pas, les affaires, de l'autre côté du Rhin. Le déficit du budget impérial s'accroît — comme la nôtre, — les emprunts deviennent de plus en plus nécessaires — comme chez nous. Et cela s'explique aisément par l'augmentation constante des dépenses militaires et navales.

Y aurait-il un rapport quelconque entre cette situation et les tentations de rapprochement qui se manifestent en haut lieu ? voudrait-on faire de notre pays, soi-disant démocratique, le banquier du kaiser, après avoir été celui du czar ?

Coupure

Après avoir présenté la situation financière sous l'aspect le plus séduisant, la revue trimesuelle le Monde Capitaliste ajoute :

« C'est plus qu'il n'en faut pour amener les capitaux à leur destination naturelle, au travail fécondant et productif d'intérêts rémunérateurs... Elle fait sortir d'un fâcheux marasme l'argent qui semblait devoir pour longtemps encore se dérober dans une inertie heureusement des plus rares. Les capitalistes commencent à être las d'une inaction qui laissait infructueuses, ou peu s'en faut, d'abondantes disponibilités. »

Que signifie donc la tartine ci-dessus, sinon que le travail seul est en état de produire de la valeur ?

Ce n'est pourtant pas nous qui l'affirmons cette fois.

P. GRADOS.

Les Elections Municipales

Le jour où la bourgeoisie cessera de mentir, disait Bebel, elle disparaîtra, car elle ne pourra plus subsister. Il est malheureusement à croire que s'il nous fallait attendre que la bourgeoisie devienne loyale, pour triompher nous risquerions fort de ne jamais réaliser le Socialisme. La bourgeoisie ment par nécessité et aussi par habitude. C'est le cas qui vient de se produire pour les élections de dimanche dernier, où les journaux ont affirmé avec sérénité que nous avions été battus ?

Battus ?

Où ça donc, s'il vous plaît ?

Les journaux bourgeois ne s'embarassent pas pour si peu. L'un d'eux, cependant, ayant voulu étayer son argumentation de quelques preuves s'est écrié : « Les socialistes sont les vaincus de la journée car ils n'ont conquis ni le Nord, ni le Midi. » C'est exquis, et on peut regretter que notre confrère n'ait pas ajouté : ni l'Est, ni l'Ouest.

Ainsi, nous sommes vaincus parce que nous n'avons pas conquis la France d'un seul coup. C'est un raisonnement un peu spécieux. Il est intéressant cependant, car il révèle l'état d'âme des classes régnantes, tellement convaincues qu'un jour ou l'autre il leur faudra disparaître devant nous, qu'elles en sont réduites à considérer comme une victoire pour elles de n'avoir pas encore vu poindre l'aurore de leur dernier matin.

Les terreurs de nos adversaires ne nous font que sourire et pour cela il nous plaît de mépriser les vantardises mensongères de leur lacheté momentanément rassurée.

Aussi bien, est-ce pour nous seuls que nous avons à analyser les résultats du scrutin de dimanche et de ces résultats, nous ne pouvons que nous féliciter. Sans doute à Paris nous avons perdu quelques voix, et c'est infiniment regrettable, mais encore, faut-il constater que ce déficit provient des seuls élus, qui sans doute avaient bénéficié jusqu'ici, au premier

tour de voix qui n'étaient pas nettement socialistes et que la tendance de plus en plus accentuée des partis à se retrancher sur leur terrain de classe ne leur a pas permis de retrouver. Ce qui semble corroborer cette explication, c'est que dans Paris même, presque tous les candidats qui, sans aucune chance de succès se sont bornés à une pure campagne de principes collectivistes, ont vu leur chiffre de voix doubler et même tripler. Ainsi donc ici le Socialisme ne recule pas, il a seulement un arrêt momentané, dont aura vite raison une vigoureuse impulsion de la Fédération de la Seine, si elle sait écarter également les deux périls qu'elle porte en elle : l'anarchisme désorganisateur et l'enselement réformiste.

Malgré cela, cependant, jamais notre situation au point de vue municipal n'aura été meilleure. Déjà, on peut considérer Nîmes, l'une des capitales du Midi comme tombée en notre pouvoir; avec Toulouse où nos amis arrivent avec un chiffre de voix non encore atteint au premier tour, nous posséderons dans le Midi deux citadelles de premier ordre. Dans le Nord, Lille et Roubaix seront conquises dimanche, de même Montluçon et Bourges dans le Centre. Il faut citer encore Brest, Narbonne, Lens, Denain, Montceau-les-Mines, Troyes etc. qui sont ou seront à nous, sans parler des grands centres où les nôtres forceront les portes, en minorités avec lesquelles il faudra compter.

Mais à côté des chefs-lieux de départements et d'arrondissements, il y a la foule des moyennes cités, des petites villes et des villages et c'est cela qui compose la France.

Sur 36.000 communes, les journaux ne donneront jamais que quelques centaines de résultats. Combien de victoires que nous ignorons encore, combien d'élus que nous ne connaissons pas; au fond des villages retirés, combien de bulletins rouges sont tombés dans les urnes comme autant de cris de révolte consciente des chaumières contre l'insolence des châteaux, ce sera à nos amis à nous le dire.

Mais si nous en croyons les renseignements qui commencent à nous arriver,

c'est là surtout qu'a été accomplie une besogne profonde et durable.

Aussi est-il permis d'affirmer dès maintenant que, malgré les coalitions de toutes les classes bourgeoises, les résultats définitifs des deux tours, une fois connus, dépasseront toutes nos espérances.

Charles DUMAS



NOS PREMIER-MAI

— Suite —

Avant et Après

Il était écrit que, après comme avant, le Premier Mai tournerait à la confusion de nos adversaires de classe, condamnés pour contester leur défaite et notre victoire aux contradictions les plus scandaleuses.

Ce ne sera rien, clamaient-ils avant l'échéance : les marxistes qui se sont mis en tête de faire communier le Paris du 18 Mars avec les prolétaires de tous les pays à production capitaliste, n'existent que sur le papier. A peine quatre hommes et un caporal — foi de Joffrin !

Et contre « ces quatre hommes et ce caporal », les 36.000 porte-fusils de la garnison de Paris n'ont pas paru suffisants. Contre ce « rien », on a mobilisé deux corps d'armée. Paris et tous les grands centres ouvriers ont été mis en état de siège. Fermée la Bourse du Travail ! Ajournée l'ouverture du Salon ! Occupées militairement les les Tuileries, les Ministères, la Banque sans que — c'est Scholl qui l'affirme — ces mesures protectrices aient réussi à rassurer les « ayants sac », dont les uns ont franchi jusqu'en Hollande, pendant que les autres, nous mesurant à leur aune, « ne gardaient chez eux que de quoi vivre deux ou trois jours et confiaient le reste aux Sociétés de dépôt. »

Le Premier Mai arrive. La manifestation a lieu. Et comme malgré une orgie de provocations, elle est restée ce que l'avaient décidée ses initiateurs : la *Fête du Travail*; comme de simple revue internationale des forces ouvrières, elle n'a pas été transformée en bataille locale, c'est-à-dire en écrasement partiel de ces mêmes forces; elle a eu beau, sous ses trois formes : chômage, pétitions et délégations aux pouvoirs publics, mettre debout et en ligne près d'un million de travailleurs — rien qu'en France — le même chœur de reptiles de répondre :

Pages d'Histoire

LA COMMUNE

— SUITE —

LA COMMUNE — SES ACTES

Mais avant de passer aux incendies n° 1, c'est-à-dire à ceux qui ont été une affaire de principe pour la Révolution républicaine et socialiste du 18 Mars, il est impossible de ne pas faire observer que, de même que l'initiative des exécutions sommaires, l'initiative des incendies était partie de Versailles, et que Paris n'a fait que suivre.

Le 8 avril (voir le *Moniteur officiel* du 9), c'était « le restaurant Gillet, nouvellement réparé, qui était incendié à l'aube du jour » : — Par quoi ? par « les obus du Mont-Valérien, et des batteries de Courbevoie et du pont ».

Le 24 du même mois (voir le *Siècle* du 26), c'est « un incendie qui se déclare au château de l'Etoile » : — allumé par qui et par quoi ? Par « l'un des derniers obus de Versailles, lancé le matin avant la suspension d'armes ».

Le 27 (voir le *Siècle* du 28) c'est un autre

« incendie qui se déclare à Neuilly » par le fait des mêmes obus.

Le 30 (voir le *Progrès de Lyon* du 5 Mai, correspondance du 1^{er} mai), c'est un nouvel incendie qui « éclate dans la rue des Acacias et dévore un vaste chantier ». « incendie causé par les obus des batteries versaillaises ».

Le même jour (voir le *Siècle* du 1^{er} mai) incendie à la barrière de l'Etoile, qui propagé par le vent, atteint des proportions formidables ».

Le 2 mai (voir la *Liberté* du 3) « un incendie considérable éclaire très vivement l'horizon de huit heures à neuf heures et demie.

« L'incendie avait été allumé dans la direction des Ternes par des projectiles lancés à la fois du Mont-Valérien à la redoute de Gennevilliers. »

« Nous croyons — c'est le journal bonapartiste qui parle — que ces projectiles étaient des fusées incendiaires ; car, placé à courte distance du Mont-Valérien, nous n'entendions aucune détonation. Arrivé à l'extrémité de sa trajectoire, avant de toucher les maisons, le projectile éclatait en flammèches longues et nombreuses et leur chute était suivie d'une recrudescence de l'incendie. »

Aux Ternes (voir les *Droits de l'homme* du 11 mai, correspondance particulière) « les obus envoyés par les Versaillais ont allumé un incendie qui a brûlé trente maisons. A Neuilly, autre incendie qui a anéanti une dizaine de maisons environ. »

Le 3 mai (voir le *Progrès de Lyon*, du 4, correspondance de Versailles), « les Ternes ont été détruits aux trois quarts par un incendie allumé par le Mont-Valérien. »

Le 4 (voir le bulletin signé : Rossel), « le Château d'Issy est incendié à trois heures. »

Le 10 mai (voir le *Siècle* du 11) « une lueur rougeâtre illuminait le ciel dans la direction de Clamart; c'étaient les bâtiments du fort de Vanves qui continuaient à brûler sans que les fédérés fussent en état d'apaiser le feu, car les batteries de Châtillon tiraient précisément contre le foyer de l'incendie. »

Le 11 (voir le *Gaulois* du 12), « du Mont-Valérien on apercevait la lueur de trois incendies qui se sont déclarés à Auteuil, par suite du feu de Montretout. »

Le 17 (voir le *Patriote*, d'Angers), « à 4 heures du matin, des boulets rouges, lancés par les versaillais, s'abattaient sur Auteuil et Passy. »

Le même jour (voir le *Moniteur universel* du 18) du haut de la terrasse de Saint-Germain, on voyait dans la direction du Point du jour, un incendie considérable... !!

Ainsi Versailles — ce sont ses journaux qui en font foi — en était à son centième incendie au minimum, lorsque du côté de la Commune le feu fut mis sciemment, systématiquement, aux Tuileries et à l'Hôtel-de-Ville, c'est-à-dire au Palais qui était l'expression séculaire, l'émanation en pierre de la Royauté, de l'idée monarchique, et à la « Maison commune », comme on dit en Suisse, qui, destinée à abriter les délégués à l'exécution des volontés

— Voilà bien l'avortement prévu et annoncé !

Mais en même temps que, sur commandes, ils s'époumonnent à crier au fiasco, la puissance des événements, qui faisait parler jusqu'à l'ânesse de Balaam, les oblige, comme Jules Simon, à s'incliner devant ce qu'il appelle « une modification profonde de l'ordre social » ou, comme Nestor, le plus sage des Fouquier, à proclamer « l'apparition inattendue d'une force, d'une organisation nouvelle dans les choses de ce monde. »

Et pendant qu'en prévision des suites ou du lendemain de cette manifestation « ratée », Constans-Maupas se prépare à « purger la rue de 4 à 5.000 étrangers », les journaux à la solde réclament une nouvelle loi contre « l'Internationale que l'on croyait disparue et qui règne plus que jamais ». Et à l'appui de la réouverture de cette chasse aux prolétaires, ils invoquent, quoi ? « La simultanéité de la protestation socialiste qui vient de se produire et dont la signification est grave », la discipline avec laquelle le mot d'ordre des chefs ouvriers a été partout suivi.

Même langage contradictoire en Allemagne. Il n'y a pas plus de Vosges que de Pyrénées pour les « gaffes » bourgeoises.

Tandis que, d'une part, ils affectent de voir « une revanche de la victoire socialiste du 20 février » dans ce qu'ils nomment, eux aussi, « l'avortement qui a montré toute l'Allemagne ouvrière obéissant comme un seul homme à la voix de ses élus — les partis conservateurs se cramponnent, de l'autre, à l'épée de Guillaume et « ne veulent pas admettre » que dès l'ouverture du Reichstag « il ne soit pas présenté une loi durable » contre les prétendus vaincus du Premier Mai.

On ne réprime que ce que l'on redoute. Et si, à Paris comme à Berlin, malgré leur précipitation à monter au Capitole, nos triomphateurs à la Constans et à la Caprivi sont réduits à aviser, c'est que le Premier Mai a affirmé dans le monde entier une de ces poussées ouvrières que rien ne saurait arrêter, pas plus les lois d'exception que les charges de cavalerie. (Combat, 5 mai 1890.)

A l'École !

Un bon point à l'élève... de cinquantième année qui signe Jules Simon dans le Temps.

Le petit journaliste du grand journal a fini par comprendre que « le mot d'ordre : la journée de huit heures » qui a mis sur pied, coude à coude, les classes ouvrières d'Europe et d'Amérique au jour et dans les conditions déterminées par elles — « ne contenait pas seulement une réduction de la journée de travail et une augmentation de salaire. »

Et il ajoute, en découvreur d'Amérique quatre siècles après Colomb, en pleine fumée des transatlantiques :

populaires, n'avait jamais été avant le 18 mars que le siège de l'exploitation et de la déception commune.

Oui, ces deux incendies — et ceux-là seuls — peuvent être mis avec vérité à la charge de la Révolution de 1871, qui ne les a d'ailleurs jamais reniés ; mais ce n'était pas la première fois que pour en finir avec des idées malsaines, on s'en prenait à leur représentation extérieure, aux monuments qui les perpétuaient dans l'imagination populaire. En flambant les réceptacles de la domination monarchique et de la domination bourgeoise, le prolétariat communaliste ne faisait que suivre l'exemple, que marcher dans les pas du christianisme des premiers siècles qui pour débarrasser le monde de ce qu'il appelait les « faux dieux » (comme s'il y en avait de vrais), pour tuer, avec et dans le signe, la chose signifiée s'acharnait sur tous les temples, statues, etc., dont il ne laissait pas pierre sur pierre, sans s'occuper des chefs-d'œuvres, atteints par sa torche et par son feu.

Ce « vandalisme » de plusieurs siècles, qui fut d'abord l'effet spontané du zèle des adeptes de la nouvelle religion, fut ensuite, qui plus est, systématisé et transformé en lois et en mesures gouvernementales, aussitôt qu'avec Constantin le christianisme arriva au pouvoir : « ordre de détruire, raser les temples ; ordre de renverser en tous lieux les simulacres, les statues, les images ; de raser, d'extirper les autels, etc. (1). »

« La formule — si simple — contenait le socialisme et, qui plus est, le socialisme international », parce que « ce n'est pas aux patrons, au nom de la liberté des transactions, mais à l'Etat, à tous les Etats » que les millions de prolétaires de partout se sont « directement » adressés pour la réduction de leurs travaux forcés considérée comme de droit et de devoir social.

Très bien vu, M. Simon ! Oui, se rebellant contre le caractère de marchandise que leur impose l'ordre — ou le désordre — capitaliste, les travailleurs n'entendent plus se soumettre, ni comme temps, ni comme prix de travail au jeu mortel de l'offre et de la demande. Ils sont résolus à se faire traiter en homme et, pour ce, à obtenir de la société qui les a déshérités, l'intervention réparatrice ou la protection à laquelle leur donne droit, contre les voleurs du patrimoine de l'humanité, leur mise hors de la propriété commune. Oui, en attendant que, maîtres de l'Etat, ils soient en mesure de supprimer l'exploitation elle-même avec le patronat, ce qu'ils veulent les contraindre l'Etat à attenter à la liberté patronale d'exploiter, parce que la liberté ouvrière ou prolétarienne est à ce prix.

Et la portée de la journée légale de huit heures revendiquée comme un seul homme le 1^{er} mai par le prolétariat du monde entier, réside dans cet appel à l'action sociale seule libératrice, dans cette sommation aux pouvoirs publics d'avoir à bousculer le bon plaisir des salariants pour constituer enfin le droit des salariés à l'existence et au bien-être.

Mais où pêchent les lunettes de M. Simon, c'est lorsqu'il s'imagina que ce qu'il n'a appris qu'à la longue, *in extremis*, après coup, n'était pas su — et de toujours — par les manifestants internationaux de jeudi dernier. Est-ce qu'autrement, à la tête du mouvement, lui servant à la fois de cadre et de propulseur, on aurait trouvé les partis socialistes des deux mondes ?

Où pêche encore, non plus les lunettes, mais la bonne foi de M. Simon, c'est lorsqu'il affecte de parler de « despotisme » à propos d'une loi interdisant à la minorité des employeurs d'employer, c'est-à-dire d'asservir plus de huit heures par jour la majorité des employés enfermés par la faim dans le dilemme suivant : ou travailler aux conditions patronales de temps et de prix, ou mourir.

Il existe dès aujourd'hui, M. le philanthrope de la phrase, un article de vos codes qui interdit la vente à perpétuité d'un homme, même par lui-même. C'est la suppression légale de l'esclavage. Et, à moins d'y voir, au lieu de la sauvegarde, la destruction de la liberté individuelle, impossible de nier que la défense, également légale, de se vendre plus de huit heures par jour au profit de l'acheteur de la force humaine de travail soit, non

pas destructive, mais créatrice de liberté pour le vendeur.

Mais, poursuit notre professeur en veine de leçons — qu'il devrait bien prendre — « personne » parmi les manifestants « n'a parlé des industries qui deviendraient impossibles » avec le maximum des huit heures ; « personne n'a pensé au travail humain mutilé » ; « personne ne voyait la conséquence, c'est-à-dire la disparition du marché universelle de produits reconnus indispensables. »

M. Jules Simon fait ici allusion aux usines à feu continu, aux hauts-fourneaux, etc., qu'éteindrait la journée de huit heures doublée de la suppression du travail de nuit. Mais M. Jules Simon, en dénonçant notre prétendue ignorance, n'établit une fois de plus que la sienne propre, le Congrès international qui a initié la manifestation du Premier Mai n'ayant pas seulement prévu le cas, y ayant pourvu.

C'est ainsi que la résolution qui vise une législation nationale et internationale du travail et qui a été déposée jeudi au Palais-Bourbon, porte en toutes lettres :

« Suppression du travail de nuit, sauf pour certaines industries dont la nature exige un fonctionnement ininterrompu et aux nécessités desquelles il sera, par suite fait face au moyen de trois équipes de huit heures remplaçant les deux équipes de douze d'aujourd'hui. »

Voilà qui « est clair », ce me semble, et qui ne laisse à « l'erreur » de nos adversaires que l'excuse de ne pas savoir lire. Mais qu'ils apprennent alors, et vite !

Vous surtout, M. Jules Simon, qui ayant toujours la loi à la bouche ou sous la plume, ne devriez pas oublier qu'elle a décrété l'obligation de l'instruction — au moins primaire.

(Combat, 7, mai 1890.)

(à suivre)

Jules GUESDE.



LES "CLASSES MOYENNES"

M. Aynard fait appel aux « classes moyennes » pour défendre le capitalisme menacé.

M. Camille Pelletan s'en indigna. Les « classes moyennes » sont acquises au parti radical socialiste. Le radicalisme vieux jeu de M. Pelletan ne saurait supporter un ralliement à l'opportunisme conservateur de M. Aynard.

Qu'y a-t-il de commun, demande le leader radical, entre « la démocratie laborieuse, peu fortunée » et l'aristocratie de la haute banque, du haut commerce, de la haute industrie « infiniment plus puissante que celle de l'ancien régime » ?

Et je ne sache pas que jamais — dans le parti de l'ordre au moins — la moindre protestation se soit élevée contre ce système, moitié Eglise et moitié Etat, de rénovation religieuse et morale de l'univers romain.

Je ne m'arrêterai pas longtemps aux incendies n° 2, qui pour être, ceux-là aussi, le fait des fédérés, n'ont besoin, ni d'explication, ni de justification, expliqués et justifiés qu'ils ont été par les adversaires les plus acharnés de la Commune, par M. L. Jezierski, entre autres, actuellement rédacteur du National, qui écrivait ce qui suit dans sa *Bataille des sept jours* :

« Sur certains points les insurgés ont procédé à l'incendie dans une intention stratégique, afin de barrer le passage aux troupes victorieuses. Une barricade est forcée, avant de l'abandonner ses défenseurs mettent le feu aux maisons sur les deux côtés de la rue ; puis ils se replient sur la barricade suivante. Ce brasier empêche les soldats de tourner l'obstacle ; il faut l'escalader par le milieu de la chaussée, droit sous les balles de l'adversaire, ou bien prendre par un lointain circuit : l'alternative se résout par une perte d'hommes ou par une perte de temps. A ce cas se rapporte l'incendie de la plupart des maisons particulières. »

Un pareil aveu n'a pas besoin de commentaires.

Quand aux maisons particulières qui, en très petit nombre, ne rentrent pas dans ce cas simplement défensif, de même que pour le Ministère des finances, les Docks de la Villette, etc., si l'on veut connaître les véritables incendiaires,

qu'on réfléchisse à la pluie de fer et de feu dont l'artillerie de l'ordre a couvert Paris, du 22 au 28 mai ; qu'on lise et qu'on relise ces deux dépêches du Siècle :

« Le maréchal de Mac-Mahon a accordé aux combattants de Belleville deux heures pour réfléchir. Passé ce délai, il devait faire tirer à boulets rouges sur leurs positions... »

« Le maréchal de Mac-Mahon a exécuté sa menace contre Belleville. Toute la nuit on a tiré à boulets rouges sur le quartier. Un grand nombre de maisons sont en flammes. »

Qu'on se demande maintenant quels hommes, quel parti avait intérêt à la disparition des Comptes avec leur Cour, de la Préfecture de police et de ses dossiers ;

Qu'on se rappelle le sieur Prieur de la Combe et sa façon toute bonapartiste d'appliquer à son cas particulier le proverbe : le feu purifie tout ;

Que l'on songe enfin et surtout que sur les 36.000 empoussiés de juin-juillet, et sur les 40.000 condamnés contradictoirement de 1872-1878, en pleine légende de pétrole, de pétroleurs et de pétroleuses, c'est à peine si une quinzaine ont pu être, je ne dis pas convaincus, mais frappés comme incendiaires ; et, si l'on est pas dénué de tout bon sens ou de toute justice, on devra reconnaître la vanité et l'odieuse de ce rideau de flamme et de fumée que les vainqueurs ont essayé de tirer sur le programme et le but des vaincus.

Jules GUESDE.

FIN

(1) Edgard Quinet, *Comment une religion naît*.

Et dans le « *Matin* » du dimanche 3 mai, M. Pelletan ajoute ces réflexions caractéristiques, qu'il emprunte au socialisme et qu'il fait siennes : « Les ouvriers se plaignent d'être exploités par le « capitalisme ». Est-ce que la petite et moyenne bourgeoisie l'est moins ? Si elle entre au service des grandes exploitations, elle partage le sort des salariés. Appartient-elle au petit commerce, à la petite industrie ? Les vastes concentrations de capitaux lui font une concurrence ruineuse. Elle a sur l'ouvrier cette infériorité, qu'elle a besoin de crédit, de ce crédit que les hautes situations financières obtiennent à vil prix et qu'elle paye très cher. Et la petite épargne ! Comme on la raffe ! On lui tend des pièges de tous côtés. Si elle est téméraire, elle est lancée, par une presse spéciale, dans les affaires aventureuses, où elle disparaît en un instant. Si elle est prudente, elle va s'engouffrer dans de vastes établissements de haute banque, d'un solide renom de respectabilité, en qui elle a toute confiance, et qui la dirigent vers des placements amis ou exotiques. Celle-là ne disparaît pas tout à fait : elle n'est que cruellement rançonnée d'un tiers ou de moitié au profit de ses conseillers. »

Ainsi donc, ruinées par l'aristocratie capitaliste, les classes moyennes sont appelées à disparaître : c'est M. Pelletan qui l'avoue. Dès lors, à quoi bon s'inquiéter de l'appel de M. Aynard.

S'il était entendu, il ne pourrait avoir qu'un résultat bien éphémère. Qu'elles se jettent ou non dans la réaction politique la plus aveugle, les classes moyennes n'en seront pas moins décimées davantage tous les jours et plus rapidement par la concentration capitaliste et elles ne pourront que se dissoudre dans le prolétariat. C'est par leur dissolution économique qu'elles échapperont à l'influence du parti radical ; c'est dans les rangs du quatrième état qu'elles seront appelées à lutter contre l'aristocratie capitaliste dénoncée par M. Pelletan.

P. M. A.



Les Retraites

OUVRIÈRES ET PAYSANNES

par le Monopole de l'Assurance

Je poursuis mes études sur le projet de monopole des assurances avec le plus grand souci de l'exactitude. Lorsque les bilans des Compagnies ne présentent pas toute la clarté désirable, je préfère rester au-dessous de la vérité ou bien ne pas être trop affirmatif.

C'est ainsi que dans le numéro du « *Socialisme* » du 12 avril, j'écrivais, après avoir fait le total des plus-values du capital engagé par les compagnies : « Je dois faire des réserves au sujet des subdivisions d'actions qui auraient pu être faites avant l'année 1898. Dans le cas où ce changement existerait, les conséquences ne pourraient qu'augmenter ces totaux. »

Je recueille aujourd'hui à l'appui de ma démonstration, le résultat de ma prudence. De mes nouvelles investigations sur cette partie de mon étude, il résulte qu'il faut remplacer la monographie n° III par la suivante :

Assurances générales, société fondée en 1819.

Capital divisé en 4.000 actions sur chacune desquelles 750 francs furent versés.

En 1876, chaque action valait en bourse 66.000 francs; elle fut divisée en 5.

En 1897, ce cinquième valait à son tour 64.000 francs. Il fut divisé en 2.

Et aujourd'hui, le dixième de l'action primitive vaut 30.000 francs.

Valeur actuelle du capital :

$$30.000 \times 10 \times 4.000 = 1.200.000.000$$

Capital versé :

$$750 \times 4.000 = 3.000.000$$

Plus-value du capital 1.117.000.000

C'est donc un milliard à ajouter au total des plus-values, car pour cette compagnie, je n'étais pas absolument certain du fait des subdivisions d'actions, rien ne l'indiquant dans mes documents remontant à une dizaine d'années.

Récapitulation générale

Bénéfices annuels du monopole

En se reportant aux divers tableaux publiés ici, le lecteur pourra se rendre compte :

1° Que les sociétés d'assurances citées comptent annuellement, pour dépenses parasitaires, un total de 115.487.203 fr ;

2° Que le paiement de dividendes, frais généraux et commissions aux intermédiaires est établi d'après les bilans de soixante et onze sociétés seulement, alors que plus de deux cents entreprises diverses exploitent cette source de revenus. On peut donc estimer à plus de trois cents millions le revenu annuel du monopole ;

3° Que les impôts payés actuellement à l'Etat ont été défalqués de cette somme de revenus, conformément au projet de loi qui en maintient le versement au budget général.

Quant au frais généraux du monopole, nous montrerons par le projet de règlement qu'ils ne dépasseront pas dix millions, certains rouages administratifs existants pouvant être employés au nouveau service d'Etat.

Plus-values

Les capitaux engagés dans les compagnies dont nous avons étudié les bilans ont augmenté dans les proportions suivantes :

Valeur actuelle du capital 1.589.012.439

Capital versé. 62.224.985

Plus-value. 1.526.817.454

Réserves capitalisées

En immeubles et valeurs immobilières, les réserves de ces compagnies — les garanties réalisées, comme elles disent dans leur publicité — s'élèvent à : 2.185.000.000 francs.

Je veux encore le répéter : ces chiffres sont ceux fournis par les compagnies elles-mêmes.

J'ai à répondre maintenant aux arguments déjà publiés contre le monopole des assurances par les défenseurs des compagnies. La tâche sera facile, les chiffres ayant été fournis.

Vincent CARLIER

Quelques Résultats électoraux

Il ne nous est pas possible — on le comprendra aisément — de donner un compte rendu général des résultats de l'action socialiste aux élections municipales du 3 mai.

Nous ne tenons pas, du reste, à chanter victoire à la façon des journaux bourgeois qui, s'emparant de quelques résultats, célèbrent pompeusement le triomphe complet de la coterie qui les subventionne.

Nous nous préoccuperons exclusivement, en examinant le nombre des suffrages socialistes du premier tour, de savoir si ce nombre est en progression sur celui des précédentes élections. C'est ce pointage du développement de la conscience ouvrière se manifestant par le bulletin de vote, qui est du plus haut intérêt pour nous.

Nous aurons, du reste, à tenir compte dans ce pointage des suffrages non socialistes que nos candidats avaient pu obtenir, même au premier tour, à l'époque où le bloc de gauche était en honneur chez les radicaux. Depuis Amsterdam, depuis l'Unité, un départ s'est fait, dont nous ne saurions trop nous féliciter, et les éléments hétérogènes que réunissaient autrefois les candidats socialistes, particulièrement dans certaines régions. Grâce à Clémenceau, les élections sont devenues pour nous un sûr indice de l'état de nos forces. Nous pouvons aujourd'hui enregistrer des succès de propagande autrement précieux que les succès purement électoraux de jadis. Et, de l'examen rapide que nous avons pu faire des résultats du 3 mai, il résulte clairement que notre propagande de classe a pénétré profondément dans les populations ouvrières et paysannes.

En attendant que nous apportions la preuve de cette pénétration en publiant des tableaux complets, nous donnerons les quelques renseignements suivants :

A Lille, nos amis avaient obtenu au premier tour en 1904, 12.595 voix ; les réactionnaires 15.837 voix plus 3653 voix nationalistes, soit un total de 19.490 voix ; les radicaux 5.908 voix.

Au 3 mai 1908, les socialistes obtiennent 16.500 voix, gagnant ainsi 4.000 suffrages ; les réactionnaires 17.500, perdant ainsi 2.000 suffrages ; les radicaux 5.000 voix.

Pour Limoges, notre ami Marcel Cachin fournit les renseignements suivants dans le *Populaire* :

Deux faits caractérisent l'élection de hier à Limoges :

L'accroissement du nombre des votants.

L'accroissement du nombre des voix socialistes. Aux dernières élections municipales du 4 février 1906, environ 14.000 électeurs avaient pris part au vote.

Hier, plus de 18.000 suffrages ont été exprimés. Le 4 février 1906, la liste ouvrière obtenait une moyenne de 5.800 voix.

Hier, elle obtenait 8.800 voix.

Soit en deux ans, un gain pour notre parti de 3.000 voix nettement socialistes.

Voici maintenant le résultat détaillé des élections de Roubaix :

Section du Cul-de-Four, 8 élus parmi lesquels A. Lepers, Lefebvre, Debaisieux, avec 2819 voix.

Section du Pile, 7 élus parmi lesquels Bailleul, Lebas, Wattumez, avec 2764 voix.

Section de l'Epeule, les socialistes obtiennent 1798 voix, les radicaux 400 et les réactionnaires 2.500 voix. 7 réactionnaires élus.

Section de la mairie, les socialistes obtiennent 2.140 voix ; les réactionnaires 2750. 7 élus réactionnaires, y compris Molte.

Section de Fontenoy, 6 ballottages, Socialistes de 1745 à 1794 voix, Radicaux 200, Réactionnaires de 1904 à 1954 voix.

Les socialistes ont réuni 11.315 voix avec 15 élus.

A Troyes, nos amis obtiennent 2200 voix, les indépendants 1300, les radicaux 2500, les opportunistes 2500 et les libéraux 1200 voix. Ballottage.

Voici encore, au hasard des dépêches reçues, quelques ballottages dans la région du Nord :

A Loos : soc. 684 ; rad. 732 ; réact. 702

A Lezennes : — 240 — 164 —

A Anzin : — 1022 — 1197 — 1150

A Armentières : — 1520 — 2130 — 2515

A Valenciennes : — 1655 — 2400 — 2875

A La Madeleine : — 1015 — 400 — 1100

Voici enfin d'autres résultats pour l'ensemble de la France :

Aisne. — La liste socialiste de la municipalité sortante a une avance de 400 voix et sera élue au 2^e tour.

Dans de nombreuses communes rurales, nos amis entrent au conseil municipal et auront la municipalité.

Allier. — Il ne manque que quelques voix à la liste socialiste pour être élue au 1^{er} tour à Montluçon. Le succès est assuré pour dimanche.

Ardennes. — De nombreux socialistes sont élus dans diverses communes.

Aube. — Par la coupable négligence de camarades qui croyaient le succès du conseil sortant assuré, comme il le fut toujours depuis près de vingt ans, nos amis perdent la municipalité de Romilly. En raison de trois ou quatre cents abstentions, les radicaux réactionnaires ont eu 200 voix de majorité.

Aude. — Ferroul et ses amis sont réélus.

Bouches-du-Rhône. — Dans une section de la ville de Marseille, 4 socialistes sont élus.

Cher. — A Bourges, les socialistes obtiennent 3.200, les radicaux 1.200. Nos amis reprennent la municipalité au 2^e tour.

Côte-d'Or. — A Dijon, notre vaillant ami Barabant, malgré une abominable campagne faite contre lui, obtient 3.311 voix, les socialistes dissidents 1.140, les radicaux 2.181. Ces suffrages cotisés au deuxième tour représentent 6.600 voix contre 3.850 obtenues par les opportunistes et 3.557 par les cléricaux. Il y a quatre ans, les résultats du premier tour étaient beaucoup moins favorables aux socialistes que ceux ci-dessus.

Finistère. — A Brest, où l'on disait le parti socialiste écrasé, et malgré des divisions récentes dans nos rangs, Goudé et ses amis obtiennent 3.000 voix, les radicaux 2.300, les dissidents 900 voix, ce qui représenterait, pour la concentration du 2^e tour, 6.200 voix contre les 4.500 obtenues par les opportunistes et les réactionnaires.

Gard. — A Nîmes. 17 de nos amis sont élus ; 10 autres en ballottage favorable. C'est probablement la mairie conquise au 2^e tour.

Haute-Garonne. — A Toulouse, en dépit du déversement inouï des calomnies sur nos amis, ceux-ci obtiennent 10.000 voix ; une liste radicale dissidente 3.000 ; les opportunistes 6.000 et la liste du gouvernement 12.000.

Gironde. — A Bordeaux, nos amis obtienne de 7 à 10.000 voix. Il y a 17 ballotages.

Isère. — A Grenoble, les socialistes ont 2.400 voix, le bloc 3.800 et les cléricaux 5.200. Plusieurs des nôtres entreront sans doute au Conseil au 2^e tour.

Loire. — A Saint-Etienne, les autonomes 6.500; les socialistes 2.000, les opportunistes 9.000.

A La Ricamarie, la municipalité socialiste est réélue.

Marne. — A Reims, 2.000 voix socialistes.

Tarn. — A Carmaux, les socialistes sont réélus avec 400 voix de majorité.

Dans Paris, nous avons obtenu 105.000 voix.

Nous devons cependant enregistrer un échec dans la Seine.

A Ivry, dans la Seine, la municipalité socialiste sortante est battue par une ignominieuse coalition de radicaux, de monarchistes, d'opportunistes et de curés ayant à sa tête un renégat du socialisme, le triste Coutant.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

Organisation ouvrière Internationale et Trust international dans la Verrerie.

Nos camarades de la Fédération nationale des travailleurs du verre de France viennent de lancer un appel aux travailleurs du verre du monde entier. Ils veulent organiser pour le 28 août un Congrès international qui aboutira sans doute à la création d'un organisme syndical international des verriers.

Déjà les verriers d'Italie ont reproduit l'appel de la Fédération française et on est en droit d'escompter leur adhésion.

Les verriers d'Allemagne ont souscrit d'enthousiasme à l'idée d'un congrès international. De la lettre de leur secrétaire, le citoyen Emile Girbig, nous détachons ce passage particulièrement typique de l'état d'esprit qui anime les organisations-sœurs d'Outre-Rhin :

« En nulle autre branche d'industrie l'émigration vers d'autres pays n'est aussi grande que dans l'industrie du verre, et par ce motif, tous les travailleurs du verre sans distinction de croyances et de nationalité ont déjà le désir de pousser à une entente internationale. Mais le capitalisme est lui-même international et nous devons tendre à l'égaliser.

« Pour cette raison, les Allemands et les Autrichiens seront représentés à Paris au 28 août et jours suivants. Pour nous, il n'y a aucun empêchement, pour nous n'existe aucun obstacle, car nous considérons les collègues de France non comme des ennemis, mais comme des frères qui souffrent sous les mêmes conditions communes que les collègues allemands. Nous écarterons tout empêchement et enverrons nos délégués à Paris. »

A cette lettre sont joints quelques détails sur l'état de l'organisation des verriers en Allemagne. La Fédération compte 17.500 adhérents. L'organisation est administrée par des employés qui y sont constamment occupés. De plus, deux camarades sont délégués en permanence à la propagande dans tout le pays.

Les recettes se montent à 380.000 marks; l'avoire, par suite des luttes très dures contre le patronat, est de 100.000 marks.

D'autre part les verriers de Suisse ont eux aussi adhéré au Congrès.

Si les ouvriers de l'industrie verrière s'organisent internationalement, il en est de même du côté patronal et les prolétaires de cette industrie vont avoir d'ici peu de temps à subir une crise comme il n'en a encore pas existé dans leur corporation.

Les patrons européens viennent en effet de s'organiser en un vaste trust. Seules, les plus importantes maisons ont été admises dans ce trust qui est appelé d'ici peu à devenir le maître incontesté du marché.

Le trust a déjà décidé quelle serait sa production. Il sera fabriqué par lui 1.428.500.000 bouteilles réparties comme suit entre les différents pays d'Europe :

	Millions
Allemagne	530
Angleterre	305
France	295
Autriche	160
Hollande	70
Suède et Norvège	32
Danemark	24
Belgique	12.5
Total	1.428.5

Le capital est dès maintenant de 7.500.000 francs mais il va pouvoir être porté à 20.625.000 francs. Cette réserve a été faite en vue de l'achat du brevet Owens et de son exploitation, but véritable du trust.

La machine Owens, qui est appelée à bouleverser l'industrie verrière, est un instrument qui prend le verre en fusion, le roule et le souffle mécaniquement. A elle seule, elle peut fabriquer seize bouteilles d'un quart de litre à la minute.

Surveillée par deux ou trois ouvriers, elle accomplit le travail de trente ouvriers habiles. Ce qui revient à dire que dans un temps indéterminé, mais qui viendra sûrement, 90 0/0 des ouvriers verriers vont se trouver sans travail, expropriés qu'ils seront par la machine.

A ces ouvriers il convient d'ajouter les petits et moyens producteurs de l'industrie verrière qui n'ont pas été admis à participer au trust. Disparaîtront du même coup tous ceux qui sans être ouvriers verriers étaient employés à titre quelconque dans les usines vaincues par une concurrence contre laquelle aucune lutte ne sera possible.

Ici encore les prévisions socialistes se réalisent, le perfectionnement de l'outillage réalise d'un coup une formidable concentration des capitaux. De cette machine qui devrait créer des loisirs aux hommes puisqu'elle diminue son effort, puisqu'elle travaille pour eux, la société capitaliste fait encore une fois un instrument de ruine et de misère.

Ce n'est pas la machine qu'il faut détruire, c'est la société capitaliste.

Le Congrès du Bâtiment

Nous donnons aujourd'hui un bref résumé des travaux les plus importants accomplis par le Congrès de la Fédération du Bâtiment tenu à Saint-Etienne du 18 au 22 Avril.

A propos de la diminution des heures de travail, le Congrès a voté une résolution engageant les travailleurs du bâtiment à réclamer immédiatement et partout la diminution des heures de travail pour, *s'il est possible*, s'affirmer sur la journée de huit heures dans un bref délai.

On remarquera la modération de langage de nos camarades. Nous voilà bien loin des affirmations transcendantes du Congrès de Bourges. La tactique n'en est pas plus mauvaise : il suffira de demander des renseignements à Messieurs les Entrepreneurs de la Seine, si l'on veut s'en convaincre.

— Par 187 voix contre une et trois abstentions le Congrès a voté une résolution en faveur de la suppression du marchandage et du travail aux pièces.

— Le principe d'une *caisse de grève* a été adopté après une longue et passionnée discussion. A partir du 1^{er} juin, la caisse de résistance sera alimentée par une cotisation de 15 centimes.

Il nous faut remarquer encore ici combien la Fédération du Bâtiment s'éloigne des tactiques syndicalistes révolutionnaires préconisant les syndicats faibles, à faibles cotisations.

A nouveau cet état d'esprit s'est encore manifesté dans la proposition invitant la Fédération à donner mandat à ses délégués d'agir au prochain Congrès de la C. G. T. qui se tiendra à Marseille pour que des rapports plus intimes s'élaborent, par le canal du Secrétariat international avec l'Internationale des syndicats.

La Fédération prend ainsi position dans un sens diamétralement opposé à la tendance des dirigeants syndicalistes révolutionnaires de la C. G. T. qui ne voient pas d'un œil très favorable les relations avec les autres sections de l'Internationale syndicale qui ne présentent guère leurs méthodes. On se rappelle qu'à la dernière conférence de l'Internationale syndicale la France n'était pas représentée.

On le voit une fois de plus : dès que les syndicats ouvriers deviennent des organisations réelles et sérieuses, comme c'est le cas pour la Fédération du Bâtiment, c'est vers l'application des méthodes que nous préconisons qu'elles s'acheminent.

Machinisme

Jusqu'où le machinisme ne pénétrera-t-il pas ? Voici que l'on peut lire dans le dernier numéro de l'Ouvrier Teinturier-Dégraisseur, organe syndical de la corporation :

De plus en plus, le métier de teinturier-dégraisseur (tout comme les autres métiers) est bouleversé par les progrès du machinisme et de la science.

A vous, les vieux ouvriers, de jeter un regard en arrière et de voir le chemin parcouru depuis trente ans. Rappelez-vous les anciennes méthodes de teinture et comparez avec celles d'aujourd'hui.

Remisés : le campêche, le sumac, le tannin, la rouille, le cachou, etc., etc. Les produits directs ont rendu inutiles les longs mordancages d'antan. On teint aujourd'hui en une heure, les pièces de différents tissus qui autrefois demandaient plus d'une journée de manipulation.

Dans le nettoyage à sec, même révolution. Les appareils Barbe (encore très peu nombreux) suppriment : le rinçage, l'essorage, l'évaporation de benzine — les pièces sortant de l'appareil absolu-

ment sèches — et suppriment également cinquante pour cent de main-d'œuvre.

Voici enfin la teinture à sec, qui paraît vouloir entrer définitivement en pratique dans notre métier (tout au moins en ce qui concerne la soierie). De même on nous promet pour l'avenir le blanchiment à sec.

Importation de chair à profit

Le Travailleur de Meurthe-et-Moselle annonce qu'il vient d'arriver à Nancy, dernièrement, 300 émigrants Galiciens (de la Pologne autrichienne). Ce sont des ouvriers agricoles, hommes et femmes, que la Société d'agriculture fait venir pour le compte des gros cultivateurs de l'Est. M. Kolyszarsky, député autrichien, en aurait ainsi embauché un millier pour notre région.

En Galicie règne la grande exploitation agricole et malgré le prix relativement bas des vivres, les salaires qu'elle donne aux ouvriers (0 fr. 40 pour les hommes) sont tellement misérables que les paysans émigrent non seulement vers les centres industriels et miniers du pays, mais aussi à l'étranger, beaucoup en Amérique.

Les conséquences de l'introduction de cette main-d'œuvre dans nos campagnes de l'Est seront d'abord l'aggravation de la situation déjà précaire des ouvriers agricoles du pays.

Mais cette mesure touchera aussi le petit paysan qui ne subsistait souvent qu'en travaillant pour les gros cultivateurs. Celui-ci aura maintenant avantage à se passer de ses services et il deviendra de plus en plus impossible aux petits de subsister par eux-mêmes.

Acculés fatalement à la misère les campagnards comprendront enfin sans doute les vérités socialistes.

Action électorale

La Fédération de la Drôme annonce la candidature du citoyen Albert Guerry à l'élection départementale complémentaire du canton de Saint-Vallier.

Les Manifestations du 1^{er} Mai

Elles se sont passées cette année dans le plus grand calme en France. Le prolétariat n'en a pas moins chômé en beaucoup plus d'endroits qu'autrefois, manifestant ainsi sa ferme volonté de conquérir par un inlassable effort la journée de huit heures. A l'étranger, en certains pays, la fête des travailleurs a revêtu un caractère imposant. En Allemagne et en Autriche-Hongrie, c'est par centaines de milliers qu'il faut compter les chômeurs qui ont manifesté tant dans les réunions publiques organisées pour ce jour-là que dans la rue.

Nouveau journal

On annonce l'apparition prochaine du Réveil des Sabotiers, organe corporatif d'action syndicale. Il sera publié sous le contrôle de la Fédération Nationale des ouvriers sabotiers-galochiers. Son tirage sera mensuel. Le siège social est fixé à Palis (Aube).

A L'EXTÉRIEUR

Contrats collectifs

au Danemark

A Vailby, dans une fabrique, les forgerons et mécaniciens ont obtenu 55 ore l'heure (0 fr. 84) à partir du 1^{er} décembre dernier.

Tous les membres du Syndicat des mouleurs ont été augmentés de 5 ore (7 centimes) de l'heure à Frederikshavn, près Copenhague.

Un contrat vient d'être conclu entre la Fédération des forgerons et mécaniciens et la direction des ateliers des chemins de fer du Sud, à Odensee; il accorde à chaque ouvrier une semaine de congé par an; le plein salaire et la pension sont payés pendant cette semaine.

Le contrat conclu entre les organisations centrales patronales et ouvrières de janvier 1902, à octobre 1905 et les règlements d'atelier de 1903 sont applicables dans toutes leurs parties aux ouvriers de ces ateliers.

L'augmentation de salaire qu'entraîne cette application fait monter le salaire moyen de 35.6 ore à 39.44, soit 0 fr. 537 par heure.

Ce contrat est en vigueur jusqu'au 1^{er} mai 1911 et continuera d'être en année, s'il n'est dénoncé trois mois à l'avance.

Ces résultats ont été obtenus grâce à la puissance des syndicats d'ouvriers en métaux. L'organisation comptait au 31 décembre 1907 un chiffre de 9.990 membres et atteindra sous peu 10.000 membres. Nous serons bien forcés d'en rester là, disent nos camarades danois, parce que la totalité des membres de notre profession appartiendra au Syndicat.

La Presse Socialiste

De l'Ouvrier Vosgien, sous la signature de A. Piton :

Le Pouvoir central est toujours omnipotent et continue d'exercer sa tutelle sur les municipalités. Au point de vue de la décentralisation nous n'avons pas fait un pas en avant. Il semble, au contraire, que nous ayons reculé.

L'Etat veut tout concentrer, tout administrer, tout absorber. Cette centralisation à outrance a pour effet de remettre l'administration de notre pays entre les mains d'une bureaucratie centrale. On en connaît les résultats.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que les adversaires du socialisme le combattent en raison de ses tendances centralisatrices.

Les socialistes veulent faire de l'Etat le maître absolu de tout, c'est abominable, s'écrient-ils. La vérité est tout autre. De tous les partis politiques, le parti socialiste est le seul qui demande l'autonomie communale.

Cette revendication, qui figure dans le programme socialiste depuis que celui-ci a été élaboré, doit être rappelée au cours de la période électorale actuelle.

Sous le titre « Socialisme et Anarchisme », on lit dans *The Socialist*, de Seattle, Washington :

L'individualiste ne peut avoir confiance en l'évolution. Il lui faut s'emparer par la force du cours des événements lorsqu'ils lui semblent aller de travers. Voilà pourquoi l'anarchiste, qui est toujours un idéaliste, jamais un réaliste, toujours un homme avec « un plan de choses », s'efforce dans son impatience de mettre les choses en harmonie avec son « plan » préconçu.

Le socialiste, lui, a confiance en l'évolution. Il est trop scientifique, trop sensé, trop pratique pour lutter contre le cours des astres. Il sait que la société est aussi sûrement que ceux-ci soumise à des lois de développement. Voilà pourquoi il subordonne son individualité, contrôle son impatience impuissante, et porte ses efforts vers des buts sociaux déterminés. Il sait que la force individuelle est absurde, réactionnaire et antisociale.

En conséquence, il s'abstient des manifestations solitaires de force, quelque courageuses et altruistes qu'elles soient, et opte délibérément pour la force coopérative, organisée, sociale.

Et plus loin :

L'anarchiste et le capitaliste marchent la main dans la main, aussi bien en théorie qu'en pratique.

La méthode mentale consiste à écarter les faits.

Le capitaliste, parce que l'étude des faits lui révèle sa disparition fatale, et l'anarchiste, parce que cette même étude des faits diminue son importance individuelle, porte atteinte à son égoïsme. Leur moyen pratique, c'est la force physique, le capitaliste parce que ce n'est que par la coercition qu'il peut prolonger sa domination, l'anarchiste parce que c'est la seule manière pour lui de satisfaire son besoin de s'affirmer lui-même.

Marcel Cachin dans le *Populaire*, explique dans quelles conditions ont eu lieu les élections municipales de Limoges :

Les ouvriers marchaient ici seuls au combat, sous les outrages, sous les calomnies les plus viles, sous les diffamations les plus odieuses. L'or avait été répandu à flot pour corrompre et pour nous outrager.

L'évêque descendait à l'urne avec une nuée de curés dont les rues étaient pleines. Le préfet avait donné le même mot d'ordre que l'évêque. Et le représentant du gouvernement anticlérical marchait avec le représentant de Dieu dans la même haine du socialisme. Oublieux tous deux de leurs oiseuses querelles de la veille, des grandiloquents discours, des anathèmes réciproques, ils étaient là, tous deux, avec leurs troupes, unis, associés, groupés autour du même drapeau, honteux sans doute de ce voisinage inattendu, et tremblant devant la classe ouvrière montante.

On voyait la main dans la main le journaliste royaliste, le journaliste clérical, le journaliste opportuniste, le journaliste radical.

Bibliographie

La Haute Italie politique et sociale, par CH. DE SAINT-CYR. (chez M. Rivière, 31, rue Jacob, Paris. Prix : 3 francs).

On ne connaît rien de l'Italie, déclare l'auteur, et la faute en est au romantisme. Nous pensons en savoir assez de ce beau pays lorsque nous n'ignorons pas qu'il y a des canaux à Venise, une tour qui penche à Pise et le Vatican à Rome.

J'aime à croire que l'auteur se trompe. L'Italie est par prédestination la terre des choses mortes et nous nous souvenons de quelques-unes, voilà tout. Ce n'est pas le voile du passé qui nous couvre le présent, c'est nous qui ne voulons savoir que le passé. Nous ne connaissons plus rien de l'Italie le jour où nous ne pourrions plus en connaître que le prosaïsme de son développement moderne, c'est-à-dire bourgeois. Longtemps encore les amoureux émigreront vers l'Italie, obscurément attirés par toutes les choses mortes qu'elle porte en elle, car l'amour est le fils de la mort et il n'y aurait plus besoin de semer si les moissons étaient éternelles. Ce n'est pas à dire que nous sachions mieux l'histoire interne des autres pays. Certes non, et sous ce rapport l'Italie ne fait pas exception à la règle de notre ignorance générale. C'est cette dernière seule qui est coupable et il ne convient pas d'en accuser le romantisme.

Serons-nous définitivement renseignés après avoir lu le livre de M. Ch. de Saint-Cyr ?

L'auteur n'a pas dû avoir cette prétention. Tout au plus nous a-t-il donné le sommaire des choses qu'il faudrait connaître. C'est bien déjà quelque chose, dira-t-on. Je conviens que pour beaucoup ce serait un bagage appréciable. Il y aurait beaucoup à dire sur l'exposé politique du livre. Il y a à coup sûr un effort d'impartialité. Mais être impartial cela n'a jamais voulu dire l'être à l'égard des socialistes, tout au moins des marxistes, et M. de Saint-Cyr s'en est bien gardé. Il leur décoche de ci, de là quelques bons coups de griffes à propos de tout et à propos de rien. En revanche, il s'extasie avec une naïveté un peu lourde sur tout ce qui est réformiste. Il a vu des coopératives en Italie et il admire sans réserve ces créations qu'inspira le génie « réformiste ». Ce n'est pas les marxistes qui en auraient fait autant. Nous le renverrions volontiers chez les marxistes du Nord de la France, mais il n'irait pas. La première condition que doit réaliser un bourgeois, qui veut parler du marxisme et des marxistes, c'est d'ignorer profondément son sujet. Félicitons l'auteur d'être resté dans la tradition.

Il y a quelque chose d'intéressant dans le livre, c'est l'étude sur le mouvement paysan. Cela seul vaut de le lire.

Ch. D.

ANNONCES COMMERCIALES

Tarif : 0.75 la ligne — Forfaits pour 3 et 6 mois et un an

ASSURANCES contre L'INCENDIE A. M.

Remises annuelles de 30 à 40 0/0

SUR LE TARIF DES COMPAGNIES PAR ACTIONS

S'adresser 15, rue Visconti

Imprimerie J.-E. WATELET aîné

69, Avenue d'Orléans, PARIS (14^e)

Spécialité d'AFFICHES ÉLECTORALES à prix réduits

* HORLOGERIE *

L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli, PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE DE HAUTE PRÉCISION

Donnant un écart maximum de 4' par mois

CHRONOMÈTRES :

NICKEL, 38 FR. - ACIER, 40 FR. - ARGENT, 48 FR. - OR, 190 FR.

MONTRES :

NICKEL, 30 FR. - ACIER, 32 FR. - ARGENT, 42 FR. - OR, 150 FR.

Envoi franco aux abonnés du "SOCIALISME"

Grand choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie

Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels

L'Horlogerie est garantie 4 ans

LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale leurs prix défient toute concurrence

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L.; 19, Rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Pour avoir du **Café Délicieux**, commander à **M. CAMUS, 83, rue de Rambuteau, Paris**, qui envoie dans toute la France, franco port et emballage, contre mandat-poste, par colis-postaux de 2 k. 500 et 4 k. 500 un mélange Bourbon, Martinique, Moka et Salem, pour 12 fr. 50 les 2 k. 500, soit 2 fr. 50 le 1/2 kilo et 21 fr. 60 les 4 k. 500, soit 2 fr. 40 le 1/2 kil. Divisions en paquets de 250 et 500 grammes suivant la demande.

Bonification de 10 0/0 sur les prix ci-dessus en prenant ce café au magasin, 83, RUE DE RAMBUTEAU et en présentant une bande d'abonné du "SOCIALISME".

Le Gérant : MERCY.

Composé par un groupe d'ouvriers syndiqués.

PARIS. — Imprimerie J.-E. WATELET AÎNÉ, 69, Avenue d'Orléans.

